Enjeux sociaux et climatiques, débats et propositions citoyennes

dimanche 5 mai 2019

Appel des jeunes sur le climat au niveau mondial, mouvements sociaux en France, marche du siècle et marche des solidarités, grand débat national et débats alternatifs à l'initiative d'associations, critique du traitement médiatique… De nombreuses propositions sont publiées en ce moment pour tenir compte à la fois des inégalités sociales et de l'urgence écologique.

Sommaire de cet article

- Débats et propositions citoyennes
- Appel des jeunes sur le climat
- Appel "Nous marcherons ensemble - pour un printemps climatique et social"
- Mobilisations du 16 mars : informations pratiques

Débats et propositions citoyennes

Face aux mouvements sociaux, le gouvernement a mis en place un **Grand Débat**, dont les consultations en ligne se sont terminées le 18 mars. Des conférences ont eu lieu au niveau national et en régions, puis un débat à l'Assemblée nationale et au Sénat. Le bilan indiqué par le gouvernement est : 1 932 884 contributions, 10 452 réunions locales, 16 000 cahiers citoyens, 10 000 courriers reçus. Les contributions ont été restituées et publiées le 8 avril. Synthèse des contributions en ligne et des conférences nationales et régionales,.

Plusieurs débats alternatifs ont été proposés par des groupes, associations ou institutions, qui formulent des propositions tenant compte à la fois des inégalités sociales et de l'urgence écologique.

Estimant que le Grand Débat national du gouvernement n'était pas impartial, comme il avait été prévu au départ par la Commission nationale du débat public (qui obéit à des règles précises d'organisation et de restitution indépendante du pouvoir et des différentes parties), **des Gilets jaunes ont mené leur propre grand débat**, du 30 janvier au 3 mars 2019, via un site web https://le-vrai-debat.fr/. Les résultats peuvent être consultés par thèmes : démocratie, transition écologique, économie, éducation, justice, santé, etc.

Des acteurs du logiciel libre estiment que les plateformes informatiques utilisées pour le "grand débat" du gouvernement comme pour le "vrai débat" alternatif (d'ailleurs mises en oeuvre par le même prestataire), induisent des biais démocratiques, du fait que leurs algorithmes restent non publics. Cf. analyse détaillée sur Bastagmag.

La question du traitement des mobilisations actuelles par les médias et celle du manque de pluralisme de l'information fait elle aussi l'objet d'inquiétudes. **L'observatoire des médias Acrimed** a publié, avec des associations, des organisations de journalistes, des médias, des syndicats et des organisations politiques, une déclaration pour se « mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias ». Lire en ligne, signer

De son côté, le Conseil économique social et environnemental (CESE) avait mené une **consultation "Avec ou sans gilet jaune, citoyennes et citoyens, exprimez-vous"**. Site web. Parmi les travaux du CESE en lien avec les enjeux des débats, figure un avis "Fracture et transition, réconcilier la France" ainsi qu'un avis sur le projet de Stratégie bas carbone et la Programmation pluriannuelle de l'énergie du gouvernement.

Mais les associations qui viennent en aide aux personnes en situation de grande précarité craignent que les points de vue des personnes les plus défavorisées ne soient pas suffisamment pris en compte. C'est pourquoi le Secours Catholique a **organisé 150 débats entre janvier et mi-février** et publié une restitution. Informations en ligne. Télécharger le résultat (pdf). L'association indique : "Nous ne nous sentons tenus, ni par la liste, ni par la formulation – parfois très orientée – des questions énoncées par le président de la République. Nous désapprouvons, en particulier, l'inclusion des questions migratoires et de laïcité dans le cadre de ce débat, un choix tendant à alimenter un discours dangereux qui voudrait faire des étrangers et des musulmans la cause de la crise sociale française".

Pauvreté en France, quelques chiffres
- La France compte 8,8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté monétaire, soit 1026 euros/mois selon le mode de calcul de l'Insee et 14% de la population (2016). 34,8% des familles monoparentales sont pauvres, ce qui touche en grande majorité des femmes. 38% des chômeurs vivent sous le seuil de pauvreté, ainsi que 26% des moins de 30 ans. Etudes Insee
- D'autres modes de calculs prennent en compte la moitié du revenu médian, soit 855 euros par mois, ce qui fait 5 millions de personnes (8% de la population). Et 2,2 millions de personnes vivent avec moins de 684 euros/mois (seuil de pauvreté à 40% du revenu median). Observatoire des inégalités
- Par ailleurs 4,15 millions de personnes sont allocataires de minima sociaux (fin 2016). Si l'on compte les conjoint-es et personnes à charge, 7 millions de personnes sont concernées, soit 11% de la population. Sans ces aides sociales 1 Français-e sur 5 vivrait sous le seuil de pauvreté. Etudes DREES
- En France, la pauvreté des femmes reste légèrement supérieure à celle des hommes : 8,1 % de femmes (2,6 millions), au seuil à 50 % du revenu médian, contre 7,9 % d'hommes (2,4 millions). Au seuil à 60% : 14,6 % de femmes (4,7 millions de femmes) et 13,7 % d'hommes (4,2 millions). *Chiffres Insee 2014*. L'écart se creuse selon l'âge : "13 % des femmes de 18 à 29 ans et 8,2 % des femmes de 30 à 49 ans (contre respectivement 12,0 % des hommes de 18-29 ans et 7,2 % des 30-49 ans) vivent sous le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian. Les femmes sont plus souvent que les hommes à la tête d'une famille monoparentale, avec pour seules ressources une allocation ou un salaire à temps partiel" (Observatoire des inégalités).
- 12 millions de personnes sont en situation de précarité énergétique. Observatoire national

Dix-neuf ONG et syndicats, rassemblées dans une **coalition en faveur d'un « nouveau pacte politique, social et écologique »** présentent un ensemble de 66 propositions pour « faire face à l'urgence sociale et économique » : ATD quart-monde, CFDT, CFTC, Cimade, FAGE, France nature environnement, France terre d'asile, Fondation Abbé-Pierre, Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'Homme, Humanité et biodiversité, Ligue de l'enseignement, Mouvement associatif, Pacte civique, Francas, Mutualité française, Réseau action climat, Secours catholique-Caritas, Uniopps, UNSA.

Le Réseau Action Climat propose un "**Nouveau contrat pour une société plus écologique et plus juste**", avec six priorités : transport, alimentation, fiscalité, chauffage, énergie, action cohérente de l'Etat. Téléchargement.

"**Le climat ne doit pas disparaitre des programmes scolaires**". Des scientifiques, enseignants (dont des membres du GIEC), citoyens et "parents d'hier, d'aujourd'hui ou de demain" alertaient en décembre sur le fait que "la place accordée à l'enseignement sur le changement climatique apparaît dérisoire". "Seul le bilan d'énergie de la terre est abordé en seconde, de façon théorique et comme on aurait pu le faire dans les années 1970, sans véritable discussion sur l'origine des rejets de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement dramatique de notre planète par le biais de l'augmentation de l'effet de serre".Texte en ligne.

Des étudiant-es notamment de Polytechnique, AgroParisTech et d'écoles de commerce parisiennes ont pris l'initiative d'un Manifeste étudiant pour un réveil écologique, qui compte actuellement 30 000 signatures. "Au fur et à mesure que nous nous approchons de notre premier emploi, nous nous apercevons que le système dont nous faisons partie nous oriente vers des postes souvent incompatibles avec le fruit de nos réflexions et nous enferme dans des contradictions quotidiennes. Nous, futurs travailleurs, sommes prêts à questionner notre zone de confort pour que la société change profondément".

Le site web https://ilestencoretemps.fr/ répertorie de nombreuses actions à mener, individuellement ou en collectif.

L'appel **Nous ne sommes pas dupes** s'alarme contre la violence contre les "gilets jaunes" : "Le bilan de la répression s'aggrave chaque semaine. Au 19 avril 2019, on recensait 1 décès, 248 blessé.e.s à la tête, 23 éborgné.e.s, 5 mains arrachées chez les manifestant.e.s. C'est indigne de notre république (...) Nous écrivain.ne.s, musicien.ne.s, réalisateur.rice.s, éditeur.rice.s, sculpteur.rice.s, photographes, technicien.ne.s du son et de l'image, scénaristes, chorégraphes, dessinateur.rice.s, peintres, circassien.ne.s, comédien.ne.s, producteur.rice.s, danseur.se.s, créateur.rice.s en tous genres, sommes révolté.e.s par la répression, la manipulation et l'irresponsabilité de ce gouvernement à un moment si charnière de notre histoire".

Des associations féministes proposent, à l'occasion notamment de la présidence du G7 par la France, une "Contribution pour une transition écologique, sociale et féministe" : "Comme l'objectif de transition écologique, celui de l'égalité femmes-hommes nécessite de revoir l'ensemble des politiques publiques et exige notamment : la préservation de services publics de qualité et accessibles à toutes et tous pour l'éducation, la santé, la parentalité, l'accueil de la petite enfance, le soin aux personnes dépendantes, les transports collectifs ; un accès à un travail décent ; une fiscalité équitable et une juste répartition des richesses".

Notons au niveau international une historiqueDéclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, adoptée en décembre 2018, après vingt ans de mobilisations d'associations et syndicats paysans du monde entier.

L'Université du Bien Commun a pour objectif de promouvoir, produire et diffuser la connaissance des biens communs auprès de tous publics. Après le cycle de sept rencontres citoyennes « Biens communs, histoire, actualité et perspectives » en 2017-2018, l'UBC propose six rencontres entre février et septembre 2019. Programme

Appel des jeunes sur le climat

Des collégien.ne.s, lycéen.ne.s, étudiant.e.s, appellent à faire grève pour le climat le 15 mars.

"Nous sommes bien parti.e.s pour que le réchauffement climatique dépasse les 3 ° C. La scientifiques du climat montrent que même en restant au-dessous de 2 ° C, il entraînera la multiplication des famines, épisodes de sécheresse, incendies, inondations ainsi que des guerres et décès qui y sont liés.

Tout cela parce que les adultes d'aujourd'hui ne se soucient pas de demain. Ils nous dérobent notre avenir sous nos yeux ! Ils détruisent la planète en vivant à ses dépens !

Les adultes ne sont pas assez matures pour décrire la réalité telle qu'elle est, par conséquent c'est à nous, les enfants qu'il revient de le faire !

Et pourquoi devrions-nous étudier pour un futur qui ne sera plus si personne ne fait rien pour le sauver ? Et quel est l'intérêt d'apprendre des faits lorsque le plus important des faits n'est pas pris en considération par notre société ?

À quoi sert l'éducation lorsque nos gouvernements n'écoutent pas les personnes instruites et informées ?

Nous séchons peut-être l'école mais nous ne l'abandonnons pas. Les adultes sont en train d'abandonner la planète, leur avenir et le nôtre.

Aujourd'hui, nous utilisons 100 millions de barils de pétrole par jour. Il n'y a pas de politique pour changer cela. Il n'y a pas de législation pour garder cette huile dans le sol.

Nous ne pouvons pas sauver le monde en respectant les règles. Nous n’avons qu’une planète et il faut donc modifier les règles pour réussir à la sauver !

Greta Thunberg nous a inspiré en faisant grève tous les vendredis devant son parlement suédois.

Les 17 et 18 janvier 2019, plus de 60 000 étudiants se sont mis en grève en Suède, en Allemagne, en Belgique, en Suisse et en Italie.

Et maintenant, le 15 mars, avec 38 pays sur tous les continents, nous créerons ensemble une grève mondiale pour l’avenir ! Pour montrer que la crise climatique est une crise ! Rejoignez-nous !

Nous sommes en grève pour dire à nos gouvernements de remplir leurs devoirs et de nous donner des preuves que nous prenons un chemin en dessous des 2 °C.

Dites aux adultes de soutenir notre grève, dites-leur qu’ils doivent vous accompagner, dites-leur que vous en avez besoin pour que vous puissiez simplement avoir une chance de survivre dans le futur !

Depuis 40 ans, toutes les tendances politiques sans exception, ont perdu la guerre contre le réchauffement climatique !

Aujourd’hui, la seule chose que nous pouvons encore faire est de limiter l’ampleur du désastre".

#Fridaysforfuture #ClimateStrike

- Texte de l’appel
- Actions prévues en France

Appel "Nous marcherons ensemble - pour un printemps climatique et social"

"Le 16 mars, nous serons dans la rue, à l’appel de centaines d’organisations associatives et syndicales, de mouvements citoyens, de gilets jaunes. Que l’on marche pour le climat, pour la justice sociale ou contre les violences policières et contre tous les racismes qui gangrènent la société et les institutions, nous marcherons ensemble. Nous dénoncerons les effets d’un capitalisme financier qui fait exploser les inégalités sociales et qui exploite toujours plus la nature, sans tenir compte des désastres écologiques engendrés. Nous dénoncerons toutes les formes de discriminations, les agissements des multinationales, des banques, des institutions financières et la politique du gouvernement, qui favorise ce système tout en dénigrant et en réprimant les mouvements qui s’y opposent. Nous y porterons l’espoir d’une société égalitaire, respectueuse de la dignité des personnes et de notre environnement, basée sur la coopération, la solidarité et le partage, prenant le contre-pied de notre système actuel.

Les personnes, les mouvements, les organisations qui luttent dans ce sens sont incessamment réprimés et violentés, parfois tués. La norme semble inversée : celles et ceux qui défendent l’intérêt général sont traités comme des criminels. Depuis le début des manifestations des gilets jaunes, ces violences ont notamment fait des milliers de blessé.e-s, dont certain.e.s gravement, plus de 20 mutilé.e.s et un décès. D’une manière générale, nous exigeons vérité et justice pour toutes les victimes de violences policières et nous opposons à l’usage de techniques d’immobilisation et des armes mortelles utilisées par la police. Nous dénonçons la loi "anticasseurs", qui s’attaque au droit de manifester. Ces violences s’ajoutent à celle de l’Etat, exercée contre toute une partie de sa population, contre les plus pauvres, contre les personnes racisé.e.s, contre les migrant.e.s, chassé.e.s et traité.e.s dans des conditions indignes. Dans un contexte où le racisme progresse, nous nous soulevons contre toutes les formes de discriminations qui privent leurs victimes de leurs droits à l’embauche, au logement, à la santé, à l’éducation.

Malgré toute cette violence subie, nous ne nous tairons pas. La situation dans le monde ne fait que se dégrader. La multiplication d’événements climatiques extrêmes le montre : il y a urgence à combattre le réchauffement climatique et le contenir en deçà de 1,5°C, comme le propose le dernier rapport des

experts du climat, le GIEC. Il s'agit de diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, alors qu'elles sont reparties à la hausse (+3,2% en France en 2017) du fait de politiques climaticides menés par les gouvernements, dont celui de la France. Nous voulons un gouvernement qui stoppe ces politiques et prenne des mesures fortes en faveur du climat. Le mouvement des gilets jaunes met quant à lui dans le débat public l'état de notre démocratie et l'ensemble de la politique sociale et fiscale du gouvernement. Aux fins de mois de plus en plus difficiles d'une majorité de la population et alors que l'évasion fiscale n'a jamais été aussi importante, accéder à l'emploi, à une éducation décente, à un logement salubre, aux services de santé, à une alimentation saine…relève déjà de l'impossible pour beaucoup. Or, le gouvernement ne répond pas à ces colères. Pendant qu'il prétend mener un grand débat, il poursuit sa politique néolibérale.

Pour garantir à chacun.e une existence digne, il faut rompre avec cette politique pour partager les richesses, tout en répondant aux impératifs écologiques : faire payer d'abord les plus grands pollueurs, restaurer des services publics et commerces de proximité, financer massivement les transports en commun quotidiens et la rénovation et l'isolation des logements, cesser les accords de libre-échange et relocaliser les activités… Il faut dans le même temps respecter le principe de l'égalité dans l'accès aux droits et mettre en place une politique de liberté de circulation et d'installation. Ces alternatives et bien d'autres sont à la fois justes socialement et efficaces écologiquement. Fin du monde et fin du mois relèvent du même combat.

Nous marcherons donc ensemble, parce que nos combats sont les mêmes et que nous pointons les mêmes responsables. Samedi 16 mars à 15h, dans tous les rassemblements qui auront lieu partout en France, le même geste symbolique montrera que nos mobilisations ne s'opposent pas et ne nous divisent pas, bien au contraire."

- Tribune parue sur France Inter

Premiers signataires

- Action-Aid Peuples Solidaires, Birthe Pedersen, Présidente
- Association des travailleurs maghrébins de France, Nacer El Idrissi
- Association Adéquations, Yveline Nicolas, coordinatrice
- Attac France, Aurélie Trouvé, Porte-parole
- BLOOM, Sabine Rosset, Directrice Générale
- Carre Geo & Environnement France, Ibrahim MBAMOKO, Secrétaire Exécutif
- CCFD Terre Solidaire, Benoit Faucheux, Délégué général
- Coordination Eau Île de France, Jean Claude Olliva, Directeur
- Coalition internationale des Sans-Papiers et Migrant-e-s, intégration 21
- Coalition internationale des Sans-Papiers et Migrant-e-s 75, Sissoko Anzoumane
- CGT, Philippe Martinez, Secrétaire général
- Comité vérité et justice pour Adama, Youcef Brakni et Assa Traoré
- Collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri, Omar Slaouti
- Collectif Enseignants pour la Planète
- Collectif Sarthois "Pour une Terre plus Humaine", Georges LEMEE, Président
- Collectif Vies volées, Collectif Vérité et Justice pour Lamine Dieng, Ramata Dieng
- CRID, Emmanuel Poilane, Président
- Droit au logement, Jean-Baptiste Eyraud, Porte-parole
- Ende Gelande France
- France Nature Environnement, Michel Dubromel, Président
- Front Uni des immigrations et des quartiers populaires, Said Bouamama
- Fondation Copernic, Janette Habel
- Fondation ELYX, Yacine AIT KACI, Vice-Président
- France Libertés, Jérémie Chomette, Délégué Général
- Le Mouvement, Elliot Lepers, Directeur Général
- Ligue des droits de l'homme, Malik Salemcourt, Président

- Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, Jean-François Quantin, Co-président du MRAP
- Notre Affaire à Tous, Clotilde Bato, Présidente de Notre affaire à tous
- Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Jean-Louis Marolleau, Secrétaire Exécutif
- Sherpa, Sandra Cossart, Directrice
- SOL, Alternatives Agroécologiques et solidaires, Jacques Godard co-président
- Sciences Citoyennes, Kevin Jean, Président
- Union syndicale Solidaires, Eric Beynel, Porte-parole
- Zone de solidarité populaire, Paris 18eme, Denis Godart
- ZEA, Olivier Dubuquoy
- 350.org, Clémence Dubois, Porte-parole

Mobilisations du 16 mars : informations pratiques

Informations et parcours de la Marche du Siècle. A **Paris**, plusieurs cortèges se rejoindront à Opéra pour former la Marche du Siècle
- Départ Urgence climatique et sociale Fin du monde, Fin du mois / Changeons le système pas le climat. Trocadéro - 12h00
- Départ Marche pour le vivant Mobilisation de masse contre l'extinction de masse. Parc Monceau - 13h00
- Départ vélos Roulons vert demain. Palais Royal - 16h00
- **Féministes pour la Justice Climatique**, rdv 13h45 3 Boulevard des Capucines, Opéra
- Programme : 14h00 - Place de l'Opéra pour la Marche du Siècle ! Pour le climat, la biodiversité, la justice sociale, contre la répression. 1**7h - Place de la République** : prises de paroles et concerts.
- Evénements en France le 16 mars

Informations Marche des Solidarités
- **Rendez-vous à 13h place de la Madeleine**.

Les cortèges de la Marche du siècle et ceux de la Marche des Solidarités défileront ensemble sur une partie du parcours (Grands boulevards de Opéra à Strasbourg St Denis). Les cortèges de la Marche du siècle laisseront passer la Marche des Solidarités arrivant de Madeleine et entameront le parcours après la Marche des Solidarités.

Acte commun
Samedi 16 mars, dans toutes les mobilisations, est proposé un "acte commun" à 15h "Posons un genou à terre pour dénoncer toutes les formes de violence et de répression subies par celles et ceux qui s'engagent pour la justice fiscale, sociale ou climatique, pour défendre leurs droits ou pour réclamer des conditions de vie décentes. Dans le même temps, unissons nos mains pour marquer notre volonté de ne plus reculer et de faire front ensemble". #ActeCommun

Copyright © Site de l'Association Adéquations - http://www.adequations.org/spip.php?article2533